

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE

Armée de terre

CIRCULAIRE N° 1761/DEF/EMAT/MO/MOB/610

relative à la carte d'identité militaire délivrée aux sous-officiers de réserve.

Du 7 septembre 1990

CIRCULAIRE N° 1761/DEF/EMAT/MO/MOB/610 relative à la carte d'identité militaire délivrée aux sous-officiers de réserve.

Du 7 septembre 1990

NOR D E F T 9 0 6 1 3 0 4 C

Références :

Instruction 24587 /DEF/C/24 du 25 mai 1976 modifiée (BOC, p. 2899).

Circulaire 648 /DEF/EMAT/EP/E du 22 mai 1978 (BOC, p. 2373) modifiée.

Textes abrogés :

Dépêche n° 1000/DEF/EMAT/MO/M du 1er octobre 1976 (n.i. BO).

Dépêche n° 480/DEF/EMAT/MO/M du 18 juin 1982 (n.i. BO).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 312.2.4.

Référence de publication : BOC, 1991, p. 31.

I. GÉNÉRALITÉS.

La carte d'identité militaire est désormais attribuée à tout sous-officier de réserve (*SOR*) de l'armée de terre titulaire, au minimum, du brevet militaire professionnel élémentaire (*BMPE*) ou du brevet d'aptitude de spécialité n° 1 (BAS 1), dès lors qu'il a reçu une affectation ⁽¹⁾ et qu'il en aura fait la demande.

II. DÉFINITION DE LA CARTE D'IDENTITÉ MILITAIRE. (2)

La carte d'identité militaire délivrée aux sous-officiers de réserve est d'un modèle identique à celui délivré aux cadres d'active.

Elle comporte les rubriques habituelles dûment remplies, elle peut être altérée par l'apposition d'un timbre humide de couleur rouge portant la mention « réserve » en lettre de 8 mm de hauteur.

De plus, un tampon « valable jusqu'à... » fixe la date de péremption de la carte.

III. ÉTABLISSEMENT DE LA CARTE D'IDENTITÉ MILITAIRE.

La demande de carte d'identité militaire (*CIM*) est formulée par les intéressés auprès du général commandant la division militaire territoriale ⁽³⁾ responsable de la gestion personnalisée des sous-officiers de réserve. Après agrément, compte tenu des prescriptions définies au chapitre I, la division militaire ⁽³⁾ établit et délivre la *CIM* aux ayants droit ⁽⁴⁾.

IV. VALIDITÉ.

41. Cette *CIM* est valable pour une durée de cinq ans renouvelable. Le général commandant la division territoriale ⁽³⁾ pourra prononcer la cessation de validité de ce document, notamment dans les cas énumérés ci-après :

- sur demande de l'intéressé ;

- en cas de cessation, depuis au moins douze mois, de toute activité militaire volontaire ou liée aux obligations définies par le code du service national.

42. Le retrait de la *CIM* est prononcé par l'autorité qui a délivré la carte notamment :

- en cas de désaffectation et de non-inscription en centre d'entraînement prémilitaire et des réserves (*CEPR*) ;
- lors de la radiation des cadres.

43. Le renouvellement, en cas de détérioration, de perte ou de vol, s'effectue sur simple demande ⁽⁵⁾ auprès de la division militaire ⁽³⁾ qui l'a délivrée.

La mise à jour, en cas de changement de grade, est effectuée par les soins de la division militaire ⁽³⁾ de résidence.

V. APPLICATION.

Ces prescriptions entreront en vigueur dès parution de la présente circulaire.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le général, sous-chef d'état-major organisation-logistique,

Maurice BONTE.

(1) Cette mesure concerne également les SOR affectés ou inscrits dans un centre d'entraînement prémilitaire et des réserves (*CEPR*).

(2) Circulaire de 2^e référence.

(3) « Circonscription militaire de défense », ultérieurement.

(4) Ces dispositions sont également applicables aux sous-officiers de réserve de l'armée de terre affectés dans les unités de gendarmerie. Le document délivré ne comporte aucune mention relative à la gendarmerie : le corps d'affectation est désigné par l'abréviation CCRG suivie du nom de la région. Exemple : CCRG Rhône-Alpes.

(5) Dans les deux derniers cas, l'intéressé devra, au préalable, avoir fait une déposition à la gendarmerie qui établit un procès-verbal et avise la division militaire qui a délivré la carte d'identité.